Face à l'explosion des prix, le Gouvernement doit déclarer l'état d'urgence énergétique !

La guerre déclenchée par Washington et Tel-Aviv contre l'Iran n'est pas « là-bas ». Elle est déjà dans le porte-monnaie des Français.es. Elle vient s'ajouter au conflit en cours en Ukraine avec ses conséquences sur les peuples, bien au-delà des champs de bataille.
Même si la perspective d'un cessez-le-feu se concrétise, c'est déjà un tsunami budgétaire pour les ménages, mais aussi pour nos entreprises, nos collectivités et nos services publics. Notre pays fait face à un choc économique mondial.

Il faut agir, vite et fort !

Nous demandons au Premier ministre de décréter l'état d'urgence énergétique. Plus que jamais, il doit abandonner ses préjugés idéologiques qui nous emmènent collectivement dans le mur.
Même si la situation relative aux prix à la pompe pourrait s'améliorer dans les semaines qui viennent, nous le savons d'expérience, les baisses de prix sont toujours plus longues à se concrétiser que les hausses.
Face à la crise, il faut faire preuve d'audace et prendre des mesures exceptionnelles en bloquant les prix du carburant et en mettant à contribution l'industrie pétrolière.

Nous demandons :

•De bloquer les prix à 1,60 € le litre pour l'essence sans plomb, à 1,50 € pour le gazole.

•De taxer immédiatement les bénéfices de l'industrie pétrolière, qui ont explosé, notamment dans le raffinage. Total Énergies a engrangé 65 milliards d'euros de bénéfices en 4 ans !

•D'annuler l'augmentation des certificats d'économies d'énergie, décidée par le gouvernement et effective depuis janvier 2026, qui représente jusqu'à 6 centimes par litre.

•D'utiliser une part des réserves stratégiques pour faire baisser les prix et éviter les pénuries.

Pour redonner du pouvoir d'achat aux Français.es, redonner des marges de manœuvre aux entreprises, la bataille de l'énergie doit être menée sur tous les fronts. Pour un juste prix, baissons tout de suite de 25 à 30 % les factures d'électricité en baissant la TVA et en sortant du marché européen de l'énergie. L'Espagne et le Portugal l'ont fait ! Pourquoi la France continue-t-elle de satisfaire les oukases libéraux de Bruxelles ?

Retrouvons notre souveraineté pleine et entière sur l'énergie !

Soyons offensifs en renouant avec l'esprit d'une France qui bâtit, qui produit, qui innove, en assurant à nos concitoyens une qualité et un niveau de vie élevé tout en planifiant son économie et la transition écologique. Aménagement du territoire, relocalisation de notre industrie, compétitivité en matière énergétique, formation, recherche… Pour relever tous ces défis, il faut arrêter de dire que nous n'avons pas d'argent, pas de richesses ou trop de dettes et de fermer ainsi la porte à toute possibilité de se projeter dans l'avenir !
Soyons ambitieux et prenons le problème de l'énergie à la racine car cette question sera au centre de toutes les politiques économiques mondiales des 20 prochaines années. Certains, comme Donald Trump, mènent déjà la guerre en son nom. La guerre est désormais d'abord une guerre énergétique.

LES LANDES RÉPUBLICAINES
HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.
S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »
7 rue Frédéric Bastiat – BP34
40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41
Directeur de la publication : Alain BACHE
e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : http://pcf40.free.fr
Abonnement annuel 30€
Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN
C.P.N° 0728P11523– N° 2549 – Jeudi 23 avril 2026

Protégeons toutes les sources d'énergie pour les mettre au service des peuples, du progrès, du climat et de la paix.
L'énergie, aussi bien le pétrole que l'électricité ou le gaz, n'est pas une marchandise comme les autres et encore moins un objet de spéculation. C'est un bien commun indispensable, autant pour sauver le climat que pour chauffer sa maison ou produire des biens.
Nous proposons de créer un pôle public de l'énergie, en réintégrant nos entreprises productrices et distributrices d'électricité, de gaz et de pétrole. C'est dans cet esprit que nous proposons la nationalisation de Total Energies.
Alors que nous fêtons cette année les 80 ans de la nationalisation des secteurs de l'électricité et du gaz, renouons avec l'ambition d'une réelle maîtrise publique de l'énergie.
De même, l'État doit changer de braquet pour planifier l'électrification des usages, sortir de l'ère du pétrole et atteindre la neutralité carbone d'ici 2050.

C'est au cœur du plan Climat du PCF qui propose, entre autres :

•Un mix énergétique décarboné reposant sur deux piliers : le nucléaire et les énergies renouvelables.

•Changer d'échelle avec un programme nucléaire, en planifiant la mise en service de 20 réacteurs EPR2 et de 12 petits réacteurs modulaires d'ici 2050, tout en prolongeant la durée de vie du parc existant. Mesurons l'atout pour la France que représentent nos centrales nucléaires, première énergie décarbonée française, aux côtés des énergies renouvelables.

•Un plan de décarbonation et de relocalisation de l'industrie pour renouer avec 12 % d'industrie dans notre PIB d'ici 2035. Cela nécessitera l'électrification, le recours au biogaz et à l'hydrogène.

•L'engagement d'un plan massif de rénovation thermique globale des bâtiments, visant jusqu'à 900 000 rénovations par an en 2032 avec un reste à charge nul pour les ménages les plus modestes.

•Le développement prioritaire du rail et des transports publics, grâce à un investissement supplémentaire de 10 milliards d'euros par an dans le ferroviaire et la mise en place de la gratuité des transports publics urbains.

La France peut compter sur ses millions de travailleurs formés, sur ses ingénieurs, sur ses savoir-faire et ses services publics. Construisons l'avenir avec eux et arrêtons d'opposer les énergies !
La BCE, au sein de l'Union européenne, ou la Caisse des dépôts, la Banque postale, la Banque publique d'investissement en France sont les outils de financement pour de tels projets. Nous ne sommes pas seuls en Europe à réclamer de tels engagements.
Allons-y, la liberté et l'indépendance de la France, comme de l'Union européenne, en dépendent ! ■

Perquie

Succès renouvelé de la Fête de l'Huma

Pour ce 15ième rendez-vous traditionnel organisé par la section PCF du Bas-Armagnac sur le thème ***« Pour des jours heureux en France et dans le Monde »***, avec l'aide des sections d'Aire et de Mont-de-Marsan, ce fût à nouveau un succès.
Cent-vingt communistes et citoyens progressistes ont participé à un ou deux débats le vendredi soir et samedi matin.
Des débats qui ont traité de la situation internationale qui impacte négativement les peuples. Quand à la situation française pour le monde du travail, elle est dégradée depuis plus de 30 ans, notamment avec le traité de Maastricht de 1992 et les autres traités libéraux européens portés par les partis de droite et l'ensemble de la gauche non communiste et les écologistes.
Alors que dans la perspective de l'élection présidentielle de 2027, plusieurs personnes incarnant ces sensibilités politiques, se sont déclarées candidates pour jouer un rôle central afin de faire gagner la gauche, il y a besoin de multiplier les débats de fonds entre communistes et les citoyens.
Oui car depuis 30 ans avec les politiques mises en œuvre par la droite ou la gauche au pouvoir, 50% des électeurs ne vont plus voter et l'extrême droite a fortement progressée s'approchant des portes du pouvoir.
Le PCF, depuis sa création en 1920, n'a eu de cesse d'œuvrer au rassemblement du monde du travail sur une politique lui étant favorable.
L'histoire a démontré que l'irruption du monde du travail dans la sphère politique a permis des conquis progressistes importants.
C'est pour cela qu'aujourd'hui le PCF a lancé la construction d' « un pacte pour l'avenir de la France ».Un pacte à élaborer avec le monde du travail, ses organisations.
Durant ces 2 jours de fête, la solidarité de classe en faveur des travailleurs, des peuples Palestinien, Cubain, notamment a résonné fortement.

Débat du vendredi soir sur la situation internationale

De gauche à droite : Leila Massouvian-Huppe, Philippe Lucas, Daniel Salhorgne

Pour Daniel Salhorgne, Président du Mouvement de la Paix des Landes : *« Pas d'autres chemins que la paix pour préserver l'Humain et la planète ».*
Et dans son intervention, il dénonça l'impérialisme américain, le gouvernement israélien allié de Trump. *« Partout où ils interviennent il y a le chaos et le risque est une confrontation généralisée »*, dira-t-il.
On est loin de l'indépendance, de la souveraineté des Etats, les capitalistes, marchants d'armes profitent des guerres, d'où l'appel à agir pour la paix.
Si la France n'est pas au rendez-vous, d'autres pays comme l'Espagne, ses citoyens se mobilisent, poursuivra-t-il.
Leila Massouvian Huppe, responsable nationale du PCF, membre de son secteur de politique extérieure, en charge du Proche et Moyen Orient, née en Iran, dira qu'elle s'est retrouvée avec la politique du PCF, son internationalisme.
Elle développa la difficile mise en place d'une réelle souveraineté des Etats avec l'impérialisme (les USA notamment) qui possèdent 800 bases dans le Monde et qui veulent obtenir des gouvernement qui lui soient favorables.
Et de poursuivre que *« depuis la chute de l'URSS, les anciennes puissances coloniales reprennent le dessus, les rapports de force ne sont pas les mêmes qu'en 1945 »*.
Aujourd'hui, on parle de guerres préventives qui en fait sont des guerres contre le droit international.
Ces interventions par la force sont présentées pour mettre en place la démocratie (comme si c'était le but) en dérogeant à toutes les règles de l'ONU et les pouvoirs publics, la presse participent à des campagnes idéologiques du bien contre le mal.
Et la responsable nationale du PCF insista sur le fait que ces interventions guerrières en Irak en 2003, en Lybie etc…n'ont rien réglé et disloqué ces sociétés.
Aujourd'hui, Trump veut remplacer l'ONU par un Conseil à sa botte.
En même temps, des choses plus réjouissantes bougent dans le Monde : la domination du dollar est remise en compte par plusieurs pays, le Sud global travaille à un autre ordre mondial, fait entendre sa voix (ce qui n'est pas le cas de la France) et refuse la politique des 2 poids, 2 mesures.
Et si le monde capitaliste utilise la force n'est-ce-pas parce que quelque chose lui échappe, que monte l'exigence d'un autre monde ?

Jean-Pierre Dumartin de France-Palestine intervenant sur la situation vécue par les Palestiniens

Leila Massouvian termina son propos sur la nécessité de revenir aux sources : pourquoi les guerres et de l'urgence à construire la paix.

« Défendre Cuba, c'est défendre la France : le blocus, la guerre commerciale contre Cuba par les USA est menée également contre d'autres pays qui veulent sauvegarder leur souveraineté. Il ne faut pas laisser faire, un sursaut est nécessaire », conclura–t-elle.

Débat du samedi matin
Pour des territoires ruraux vivants

Les participants et Véronique Mahé et Christian Duprat à la tribune

Le débat montra que les politiques libérales de libre-échange, de libre concurrence dans tous les domaines, y compris dans les services publics, ont fait de nombreux ravages, économiques, sociaux, politiques et plus particulièrement dans les territoires ruraux.
Politiquement, de cette situation sur ces territoires, le RN en profite et se développe, pas dans l'intérêt des populations mais du capitalisme, du grand patronat.
Véronique Mahé, en charge de la vie du Parti au PCF fera un état des lieux en milieu rural, largement partagé.
On parle de la ruralité, qu'il y a un projet mais la réalité : moins de médecins, de bureaux de poste, de maternité, de trains, de commerces etc…
Les métropoles vident les campagnes, les jeunes partent.
L'agriculture paysanne a reculé, la rémunération du travail agricole est faible.
Dans le cadre de la mondialisation capitaliste, les territoires ruraux sont déstructurés car les capitalistes vont dans les mégapoles où ils peuvent réaliser davantage de profits.

Une intervenante au débat

Si, comme le propose le PCF, des politiques de coopération plutôt que de mise en concurrence sont mises en œuvre, les territoires ruraux ont de l'avenir.
Il y a un savoir faire, une richesse qui doit être pris en compte, utile pour les habitants et la planète.
Le renouveau industriel, agricole, les services publics, la transition écologique c'est cohérent.
L'industrie et les territoires ruraux, ce n'est pas contradictoire alors qu'il y a la nécessité de réindustrialiser, de relocaliser des productions, soutenir les circuits courts, assurer la souveraineté alimentaire avec des produits de qualité..

Les participants au repas du samedi midi

Les 2 débats d'une grande richesse ,avec de nombreuses interventions, ont montré la pertinence du « pacte d'avenir pour la France » que le PCF veut construire et mettre en place avec le monde du travail et ses organisations.
Cette démarche est essentielle, centrale pour le PCF qui veut contribuer au retour de la gauche au pouvoir, en créant de l'espoir avec un projet répondant aux intérêts du monde du travail des territoires urbains et ruraux.■

Christian Duprat

Deux expositions étaient présentes lors de cette fête de l'Huma de Perquie

Le train a de l'avenir

2 panneaux de l'expo de la Sécu avec Ambroise Croizat, le ministre communiste père de la Sécu et Guy Garde le premier président de la Sécurité Sociale dans les Landes

Tilh et Mouscardès

Résistances d'hier et d'aujourd'hui

La section PCF de Pouillon (re)lance une initiative qui s'intitulera
« Résistances d'hier et d'aujourd'hui »
Elle se tiendra en deux temps
le samedi 16 mai 2026 entre 9 h et 15 h
sur les communes de Tilh et Mouscardès

Organisation de la journée :
9 h 30, discours et dépôt de gerbe sur la stèle de Marcel Discazeaux, Franc-tireur Partisan Français, assassiné à Tilh le 16 mai 1944
10 h 15, accueil et café au quiller de Mouscardès
10 h 30, débat autour du thème ***« Comment résister contre la montée de l'extrême-droite sur notre territoire ? »*** avec une introduction d'un étudiant en master de sociologie qui réalise un travail de recherche intitulé *« Les imaginaires politiques d'extrême-droite dans les Landes »*
12 h, vin de la fraternité
12 h 30, repas (Paëlla, fromage, tartelette, vin et café compris) à 15 €
Il est impératif de s'inscrire auprès de Claudine Lavielle-Marcadé au 06.80.64.32.73 ou de Bernard Magescas au 06.13.59.44.98 avant le 10 mai 2026.

Les communistes des Arrigans relance cette initiative annuelle qu'organisait Franck Marcadé, maire de Mouscardès et conseiller général du canton de Pouillon. Lors de cette journée, un hommage lui sera rendu pour tout ce qu'il a apporté sur ce territoire et à la famille communiste.■

Gnacs et Chacailles

UTILE LIVRET A

Le Livret A est né le 22 mai 1818, à Paris, avec la création de la première Caisse d'épargne. Il est le produit d'épargne préféré des Français, puisqu'ils sont près de 57 millions à en posséder un. Au début de 2026, l'encours total frôlait 450 milliards d'euros dont près de 65% sont centralisés à la Caisse des dépôts et consignations, qui les transforme en financements longs, notamment par des prêts au logement social et à la politique de la ville (d'après documentation internet). Après avoir tenté de financer l'industrie d'armement à partir des fonds du Livret A, le projet du gouvernement est de financer 60% du programme nucléaire français avec l'épargne populaire. Or, le financement du logement social est la mission prioritaire, fixée par la loi, à l'utilisation des fonds du Livret A. La difficulté à se loger touche aujourd'hui toutes les catégories sociales et plus seulement les populations précaires. La crise est si profonde qu'elle concerne tous les âges, les étudiants, les jeunes ménages, les familles qui aimeraient s'agrandir, jusqu'aux seniors. Sept français sur dix affirment qu'il est devenu difficile de se loger dans leur commune. Et si les ménages placent le pouvoir d'achat en tête de leurs priorités, le logement devance, de très loin, tous les autres postes de dépenses, puisqu'il pèse pour un tiers du revenu. En vingt ans, les prix hors inflation du logement ont progressé de 88% alors que le salaire moyen n'a augmenté que de 13% entre 1996 et 2023. L'économiste du logement Jacques Friggit (né en décembre 1960) démontre qu'à partir des années 2000 les prix de l'immobilier résidentiel ont augmenté plus vite que les revenus des ménages. Pour acquérir le même bien, un accédant doit s'endetter sur 25 ans fin 2024 contre 15 ans en 2000, avec un taux plus important et un pouvoir d'achat réduit. La crise du logement abordable est alimentée par le déficit d'offre et la demande accrue dans les zones tendues. Le nombre de ménages augmente en raison de la croissance démographique, mais aussi des séparations et de la décohabitation. En 2019, la taille moyenne d'un ménage était de 2,19 personnes, contre 3,08 en 1968. Ainsi, le nombre de logements augmente en moyenne de 0,9% par an depuis 2018, contre 1,2% par an entre 2000 et 2009. Au cours de la décennie 2010, la part des logements vacants et des résidences secondaires a fortement augmenté. Les aspirations des Français évoluent, avec l'attractivité des métropoles et du littoral où se concentrent emploi et tourisme. La crise de 2022 a pour déclencheur, la hausse des taux d'intérêt avec l'inflation au commencement de la guerre en Ukraine. Les banques répercutent la hausse sur les emprunts immobiliers aux particuliers et resserrent le robinet à crédits. De nombreux ménages renoncent à devenir propriétaires et les transactions immobilières s'effondrent. Le gel du marché empêche de nombreux jeunes de prendre leur autonomie et bloque les mobilités. La panne de l'accession à la propriété couplée au choix des bailleurs pour les locations saisonnières plus rentables et la vente d'appartements «passoires thermiques» ne pouvant plus être loués, ont conduit à une pénurie sur le marché locatif. D'où un report sur le parc locatif social, puisque 2,9 millions de ménages sont en attente d'un HLM. La difficulté de se loger à des prix abordables a été un véritable frein à l'emploi depuis 3 ans et a contribué aux tensions sur le marché du travail. L'esparnha populara per lo lotjament sociau (L'épargne populaire pour le logement social). ■

Roger La Mougne